

Manifeste contre le Front National

Pourquoi faut-il combattre le Front National ? Parce qu'il est un ferment de division de la société française, parce qu'il ne propose aucune solution aux problèmes qu'il prétend combattre, et parce que l'idéologie qu'il distille est celle des pages les plus noires de notre histoire.

Le Front national verse du vinaigre sur les plaies de la société française. Il joue sur les passions les plus mauvaises, il fait appel aux pulsions les plus irrationnelles. Sa stratégie du bouc émissaire, qui puise son inspiration dans le vieil antisémitisme du siècle dernier, est un facteur de division, d'affrontement et de haine.

Le Front national n'a jamais proposé aucune solution crédible aux problèmes qu'il prétend combattre. Sauf à transformer la France en prison, à en chasser tous les touristes, à ruiner l'économie du bâtiment et des travaux publics, l'agriculture, l'industrie et les services, chacun sait bien, au fond de lui-même, que la politique de repli, de déclin et de renfermement que propose le Front national n'est pas applicable.

Enfin, l'idéologie du Front national est celle des heures les plus sombres de l'histoire de France : celle de Boulanger et des anti-dreyfusards, celle des ligues factieuses et de Vichy, celle de la collaboration et de l'O.A.S.

Seulement, on ne combat pas l'irrationalité, les pulsions néfastes et l'idéologie la plus réactionnaire - au sens premier de ce mot - avec de bons sentiments. L'écho que rencontre cette formation vient en partie des difficultés que nous avons eues à réagir à temps et dans la bonne direction aux problèmes que pose la cohabitation entre communautés de langue, de cultures et de traditions différentes.

Une politique d'intégration suppose que l'on fasse des choix clairs sur les droits mais aussi sur les devoirs des immigrés qui vivent dans notre pays, sur la nécessité qu'il y a à défendre clairement les droits des étrangers en situation régulière et à appliquer tout aussi clairement les règles du droit aux clandestins et à ceux qui, logeurs, passeurs ou employeurs, se comportent en véritables négriers des temps modernes.

Cette nouvelle étape n'est assurément pas la dernière. Il nous faut aller plus loin encore sur la voie de la décentralisation.

Mais la décentralisation ne saurait être, pour moi, la négation de l'Etat. L'avenir de notre pays ne passe pas par l'addition des égoïsmes locaux. Il suppose une action concertée, définie sur des bases contractuelles, entre l'Etat et les collectivités locales.

Je ne crois pas que les collectivités locales constituent d'ailleurs au regard du service public une "substance" radicalement différente de celle dont procède l'Etat.

Fonctionnaires de l'Etat ou des collectivités locales, ministres ou élus locaux, n'oublions jamais que nous sommes d'abord, chacun dans l'ordre qui est le nôtre, des serviteurs de l'intérêt général. Il n'y a donc, à mon sens, pas plus de place pour les néo-féodalismes que pour les néo-jacobinismes. Nous devons travailler ensemble.

Cela justifie que la solidarité soit, pour tous, une ardente obligation dont nul ne puisse s'exonérer au nom d'une conception fallacieuse de la décentralisation, d'une exaltation des particularismes locaux ou de la négation de ce que la solidarité nationale appelle d'effort pour tous.

Mon dernier mot sera pour vous dire que tout ce qui précède justifie amplement - s'il en était besoin - l'existence d'une Direction Générale des Collectivités Locales.

C'est l'une des grandes administrations de la République. Vous pouvez être fiers de la servir.

Vous renouvelant l'expression de ma gratitude, je vous prie de croire, Chère Madame, Cher Monsieur, en l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Jean-Pierre SUEUR.